



PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES**

*Bureau de l'environnement
et du développement durable*

INSTALLATIONS CLASSEES
AP n° 2009 MD 78 IC

**arrêté préfectoral de mise en demeure
Société CHAMPAGNE CEREALES
à MATOUGUES**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,**

VU :

- le code de l'environnement, Livre V - Titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512-1 et les articles 514.1 à 514.4,
- l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- les circulaires du 23 février et du 13 mars 2007 relatives à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 suscité,
- l'arrêté préfectoral du 29 avril 1985 n° 85.A.8 IC autorisant CHAMPAGNE CEREALES à exploiter un complexe céréalier à MATOUGUES,
- l'étude de dangers du site de MATOUGUES de juillet 2002, complétée en juillet 2006 et juillet 2008,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 26 mai 2009,
- l'avis favorable du CODERST en date du 11 juin 2009,

CONSIDERANT :

- que la société Champagne Céréales exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables,
- que l'accidentologie relative aux silos montre que les risques d'incendie et d'explosion et de propagation d'explosion sont inhérents aux installations de stockage de produits organiques et peuvent entraîner des effets majeurs susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique,
- que l'exploitant n'a pas respecté l'échéance du 1^{er} août 2008 prévue pour la mise en place des événements et des dispositifs de découplage prévus par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,

Le pétitionnaire entendu lors d'une réunion de travail technique, le 13 mai 2009, à l'unité territoriale Marne, et lors de la réunion du CODERST, le 11 juin 2009,

Sur proposition de M le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Champagne Ardenne,

ARRETE

ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE

La société CHAMPAGNE CEREALES, dont le siège social est situé à Reims, est mise en demeure pour son site de MATOUGUES de respecter sous 3 mois pour le silo 2 et sous 6 mois pour le silo 1, l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires et de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables à savoir:

«L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :

- en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage;*
- et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur».*

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans le délai imposé, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, Livre V - Titre Ier relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : RECOURS

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur, 75302 Paris cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons en Champagne cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Champagne Ardenne, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, aux direction départementale de l'équipement, direction départementale de l'agriculture et de la forêt, direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de Champagne Ardenne et de la Marne, direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, direction départementale des services d'incendie et de secours.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de MATOUGUES pendant une durée minimale d'un mois.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société CHAMPAGNE CEREALES, 2 rue Clément Ader, B.P. 225, 51058 REIMS CEDEX 2.

Châlons en Champagne, le 17/06/2009
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Alain CARTON